

Le cas d'une revue intermédiaire : les Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier

Autor(en): **Heimberg, Charles**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **50 (2000)**

Heft 4: **50 Jahre SZG = 50 ans RSH**

PDF erstellt am: **19.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-81289>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le cas d'une revue intermédiaire: les *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*

Charles Heimberg

Zusammenfassung

Als sozialgeschichtliche Zeitschrift nehmen die «Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier» eine Zwischenstellung, sie nehmen aber auch einen speziellen Platz ein und entsprechen bestimmten Bedürfnissen. Sie müssen zudem der Herausforderung des immer stärker sich verbreitenden Internet Rechnung tragen. Der Verfasser, verantwortlicher Redaktor der «Cahiers», geht hier den sich anbietenden Erwartungen und den mit den neuen Kommunikationsmöglichkeiten verbundenen Illusionen nach. Die neuen Verhältnisse lösen nicht alle Fragen der Funktion und des Platzes der Geschichte in der Gesellschaft.

La revue annuelle de l'Association pour l'Etude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier (AEHMO), les *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, est publiée depuis 1984. Ces quatre dernières années, elle a tenté de proposer un dossier thématique, central mais non exclusif, sur une question proche de l'histoire du mouvement ouvrier, au sens le plus large et le plus décloisonné de ce terme (ces thèmes ont été successivement la Suisse et la Guerre d'Espagne, l'histoire et la mémoire, les archives d'entreprises, le mouvement ouvrier face à l'instruction et l'éducation).

Cette revue d'histoire sociale présente un caractère intermédiaire pour au moins quatre raisons:

- elle n'est pas une revue nationale, bilingue, ni une publication cantonale, mais l'émanation d'une association implantée en Suisse romande; cette assise régionale correspond à une masse critique qui lui permet de faire connaître des travaux, de les encourager, mais cette échelle reste limitée et des liens plus étroits devraient désormais être tissés avec d'autres structures analogues dans d'autres régions ou pays;

- elle n'est pas une revue d'histoire généraliste mais une publication centrée sur l'histoire du mouvement social, dans le sens le plus large du terme, ce qui fait qu'elle n'est pas non plus vraiment une revue spécialisée; cette orientation thématique présente d'un côté l'avantage de préserver un intérêt historique pour le monde ouvrier qui n'est guère dans l'air du temps, mais elle implique de l'autre la nécessité d'un renouvellement, d'une ouverture et d'un sens critique pour ne pas en rester à une histoire célébrative;
- elle n'est ni une revue académique, ni une revue de vulgarisation, mais elle est une revue située entre les deux puisque son originalité consiste à regrouper à la fois des recherches d'historiens «qualifiés» et des travaux d'historiens «amateurs» sensibles à la problématique du mouvement social, dont certains sont ou ont été acteurs dudit mouvement; cela dit, par la force des choses, cette nature intermédiaire entre recherche et vulgarisation, entre monde universitaire et milieux sociaux, n'est pas très équilibrée et l'association doit constamment veiller à la préserver;
- la revue ne relève pas d'une structure académique, mais elle n'émane pas non plus des organisations syndicales, politiques ou associatives dont elle contribue à reconstruire l'histoire; l'AEHMO est indépendante de toute organisation, mais elle devrait être beaucoup plus présente sur le terrain syndical, politique et associatif pour mieux encourager lesdites organisations à conserver leurs archives en leur fournissant une solution pour leur dépôt et leur mise en valeur.

La gestion des *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier* est entièrement bénévole; elle est assumée par le comité de l'AEHMO. Le financement de la publication est assuré par les cotisations annuelles des membres et constitue l'essentiel du budget de l'association. Et lorsque des ouvrages ont été coédités avec les Editions d'en bas, par exemple pour le dernier ouvrage de Claude Cantini [*Pour une histoire sociale et antifasciste*, Lausanne, Editions d'en bas et AEHMO, 1999], il a fallu trouver d'autres sources ponctuelles de financement.

Les dossiers thématiques sont régulièrement annoncés par un appel à publication, mais toute proposition de contribution est examinée pour autant que son thème ait un certain lien avec l'histoire sociale de la région. Les articles sont lus par des membres du comité et des améliorations sont parfois proposées et discutées avec le souci de garantir une certaine qualité.

Les archives et la culture du mouvement social

Le bas niveau de sensibilité de beaucoup de responsables actuels des organisations du mouvement social en ce qui concerne l'organisation de leurs archives constitue un problème grave et sérieux. De leur côté, les Archives officielles, par manque de place et parfois par manque d'intérêt, ne sont pas en mesure de jouer un rôle actif et suffisant dans la conservation de ce type de documentation. Peut-être devrait-il exister, par conséquent, une structure, à l'échelle romande ou nationale, qui puisse répondre à un tel besoin. En attendant, avec de bien faibles moyens, l'AEHMO gère un simple dépôt d'archives au Département des manuscrits de la Bibliothèque cantonale universitaire (BCU) de Dorigny. Ce qui est évidemment insuffisant.

Le rôle d'une association comme l'AEHMO dépasse cependant cette question des archives. L'existence d'une revue d'histoire du mouvement ouvrier permet en effet de diffuser des informations historiques et d'encourager des réflexions critiques sur les réalités actuelles du mouvement social. Elle peut encourager une certaine mise à distance et susciter un regard plus critique sur le présent. Mais cela ne va évidemment pas de soi, les milieux syndicaux, politiques et associatifs étant souvent absorbés par l'urgence des échéances immédiates et se montrant rarement disponibles pour ce genre de démarches. L'histoire du mouvement ouvrier nous montre bien combien les activités de formation et d'appropriation culturelle ont toujours été difficiles à développer alors même qu'elles ont régulièrement dû céder le pas devant les échéances de la lutte sociale.

Les *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier* occupent un espace et répondent à un besoin bien particuliers. Rappelons à ce propos que l'histoire du mouvement ouvrier aurait eu bien peu de chances de se développer spontanément si elle n'avait pas été d'abord impulsée par des historiens engagés. Jean Maitron, par exemple, l'instigateur en France du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, en a sans doute été le meilleur symbole. Même en Suisse, et peut-être surtout en Suisse, il a donc bien fallu que des chercheurs progressistes prennent dans un premier temps l'initiative de développer une histoire critique en considérant le point de vue des gens sans Histoire. Malheureusement, pour différentes raisons liées à la taille et à la tradition politique du pays, ces initiatives n'ont pas débouché sur des structures stables et efficaces en matière de recherche ou d'organisation des archives. Dans le contexte idéologique peu favorable de cette fin de siècle, l'existence de l'AEHMO et de sa revue permet donc de ne pas laisser disparaître tout

un pan de l'histoire contemporaine qui est largement laissé de côté dans les universités. Elle encourage le développement de nouvelles recherches, ainsi que la réflexion en vue d'un décloisonnement et d'un certain renouvellement de cette histoire sociale.

Les questions que pose *Internet*

Le recul général du lectorat des revues d'histoire mène à s'interroger sur l'avenir des publications-papier face aux promesses, et peut-être aux illusions, d'*Internet*. Il n'y a aucune raison de penser que l'existence d'*Internet* doive mener à la disparition des revues imprimées et de leurs fonctions. Cela dit, ce nouveau mode de communication présente autant d'atouts que de défauts. Il va donc nous falloir accepter de nous l'approprier avec discernement, en le considérant aussi comme un nouvel objet d'études, un nouvel acteur de l'histoire.

Du point de vue des historiens, l'apparition d'*Internet* devrait surtout représenter un progrès en matière de circulation de l'information. Comme c'est déjà parfois le cas, des sites spécialisés devraient fournir sur la *toile* des présentations des revues, leurs sommaires et initiatives, les actualités scientifiques et, éventuellement, des résumés d'articles, des sources ou des bibliographies. Un réseau de communications électroniques devrait aussi permettre de faire circuler des textes en fonction de besoins particuliers, de manière à renforcer les liens entre chercheurs de tous les pays. En outre, des documents jugés intéressants, iconographiques ou audiovisuels par exemple, pourraient également être placés sur *Internet*. Ainsi pourrait-on mettre à profit l'existence du réseau sans qu'il soit pour autant nécessaire d'y placer toutes les études que contiennent les revues d'histoire.

Mais le plus urgent, dans ce domaine, consiste surtout à renforcer très sérieusement le contrôle et la transparence de tout ce qui se trouve sur la *toile*. En effet, signe des temps et de son idéologie dominante, il arrive souvent, pour un texte tiré d'*Internet*, que l'on ne puisse connaître que la date de son prélèvement et non celle de sa rédaction. Plus grave encore, l'identification des concepteurs et des responsables de chaque page n'est pas toujours aisée. Il y a donc, désormais, tout un sens critique à construire face à cette innovation technologique.

Enfin, *Internet* devrait aussi devenir rapidement un objet d'histoire. Son poids dans l'économie, son rôle dans certains événements mondiaux et surtout les diverses utilisations dont il fait l'objet, dans toutes sortes de domaines, en particulier de la part de certains groupes de pression, seront forcément à prendre en considération dans les études histo-

riques de demain. En outre, et cela ne facilitera pas forcément la tâche des historiens, l'histoire intellectuelle et celle des réseaux politiques ou culturels devra bien, elle aussi, en tenir compte dans ses analyses et ses reconstructions. Ce qui devrait aussi intéresser les travaux d'histoire contemporaine publiés dans les revues.

Donner à voir l'utilité de l'histoire

D'une manière générale, le lectorat des revues d'histoire est en baisse. Or l'une de leurs fonctions importantes devrait consister à faire connaître et à diffuser les résultats récents et les orientations nouvelles de la recherche, ainsi que les débats historiographiques, auprès de tous ceux qui ont pour métier de faire découvrir et s'approprier l'histoire. Il faudrait donc que les revues parviennent à mieux s'adresser à ce public d'historiens, d'enseignants et de curieux qui ne les lit pas assez. Et l'on pourrait aussi voir là une possibilité de renouveler la recherche elle-même en la poussant à mieux s'interroger sur ses rapports avec la société.

L'histoire, en tant que discipline académique et scolaire, se trouve aujourd'hui dans une situation paradoxale. Ces dernières années, en Suisse notamment, elle a été très présente dans l'actualité médiatique, faisant ainsi l'objet d'une visibilité remarquable, notamment autour de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale. Mais dans le même temps, elle a connu une véritable situation de crise, peut-être sous l'effet d'un certain éclatement épistémologique, mais surtout parce qu'elle a subi un redimensionnement drastique des moyens financiers et des postes qui lui étaient alloués pour la recherche et l'enseignement. Cette tendance a certes touché toutes les sciences humaines, mais elle n'en a pas moins été, à l'échelle de l'histoire, le reflet d'un déficit de reconnaissance. Cela dit, à quoi sert l'histoire? Pourquoi est-elle prévue dans tous les parcours scolaires? Quels sont ses rapports avec la citoyenneté? En quoi est-elle indispensable à la construction d'un sens critique? Ces questions n'ont guère été discutées par les historiens. Or, dans le même temps, de nouvelles générations, peut-être celles d'*Internet*, sont arrivées sur les bancs des écoles, et arriveront dans les universités, avec une expérience personnelle du temps et de l'histoire qui est complètement inédite et qui pose problème. En effet, elle ne débouche plus sur le même type de mise en relation du passé, du présent et de l'avenir, sous l'effet d'une forte tendance à tout réduire au présent.

Ce problème de l'utilité de l'histoire devrait sans doute être au cœur des revues de la discipline. Chacune à leur manière, elles ont en effet pour fonction première de contribuer à la reconstruction de l'histoire

par leurs informations, leurs débats, leur diffusion des résultats les plus récents et les plus significatifs de la recherche. Certaines d'entre elles, comme c'est le cas des *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, tentent d'assumer ce rôle à partir d'un travail de mémoire rendu nécessaire par la marginalisation de catégories particulières d'acteurs sociaux, par l'existence de gens sans Histoire. Elles contribuent à la mémoire du mouvement social, oui, mais sans la sacraliser; ou, mieux encore, elles effectuent un travail de mémoire qui puisse mener à une reconstruction, à un pas vers son histoire critique. Cette perspective implique alors un va-et-vient continu entre les revues et les milieux dont elles développent l'histoire, pour encourager la recherche ou les débats, mais aussi pour les faire connaître, les diffuser et les faire valoir.

Les revues d'histoire ne sont pas trop nombreuses. On peut même se demander si d'autres revues, modestes, ne pourraient pas voir encore le jour pour répondre à des besoins particuliers. Par exemple, en ce qui concerne la didactique et l'histoire scolaire, il n'existe aucune publication en Suisse romande alors qu'une réflexion spécifique dans ce domaine paraît absolument nécessaire.

Cela dit, en Suisse comme ailleurs, mais peut-être davantage en Suisse où l'histoire critique est particulièrement mal considérée, les revues d'histoire devraient mieux se poser la question de leur présence dans la société en abordant la problématique des usages publics de l'histoire. En effet, à travers les revues, les enseignements et les recherches, c'est bien toute la question de l'utilité de l'histoire qui est posée. Il est donc important que les revues d'histoire, généralistes ou intermédiaires, s'efforcent chacune pour leur part de contribuer à y répondre en encourageant un débat public, visible et fécond.